

unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 PLERIN

PLERIN, le 20/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Mademoiselle DESSERTS

Zone artisanale du Pilaga
B. P. 35
22250 Broons

Code AIOT : 0005503596

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2023 dans l'établissement Mademoiselle DESSERTS implanté Zone artisanale du Pilaga BP 35 22250 Broons. L'inspection a été annoncée le 14/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôles de l'inspection des installations classées et s'inscrit également dans le cadre d'une action nationale de contrôle prévue pour l'année 2023 relative aux produits chimiques (fiche de données de sécurité).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Mademoiselle DESSERTS
- Zone artisanale du Pilaga BP 35 22250 Broons
- Code AIOT : 0005503596
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Mademoiselle DESSERTS exploite à Broons une usine spécialisée dans la production de pâtisseries surgelées. Elle relève du régime de l'enregistrement au titre ICPE et bénéficie d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 15/12/2004.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : produits chimiques (fiche de données de sécurité), salle des machines NH3.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Produits chimiques – Identifiant Unique de Formulation (UFI)	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 1er	Sans objet
2	Produits chimiques – Disponibilité de la Fiche de données sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 35	Sans objet
4	Produits chimiques – FDS en français	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5	Sans objet
5	Produits chimiques – Etiquetage	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Sans objet
6	Produits chimiques – Respect FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
7	Prévention de la pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 1er Alinéa 17.1	Sans objet
8	Ammoniac – Détection	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article annexe I Alinéa 4.3.1. Point 2	Sans objet
9	Ammoniac – capacités accumulatrices	Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article annexe I Alinéa 4.8	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a mis en évidence une bonne gestion des produits chimiques d'entretien et la conformité de la salle des machines fonctionnant à l'ammoniac en terme de détection et d'indicateur de niveau de liquide.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 1er
Thème(s) : Situation administrative, .
Prescription contrôlée : La Société SA DELMOTTE est autorisée à agrandir et à poursuivre l'exploitation d'une unité de préparation de pâtisseries surgelées située à BROONS en zone artisanale du Pilaga, capable de produire en période de pointe 18 tonnes par jour et au total 3750 tonnes par an, de produits finis et comprenant les installations classées ci-après :
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection son suivi de production et sa base de données de matières premières utilisées, qui mettent en évidence : - une production annuelle de 2490 t en 2022 et de 1944 t en 2021 - une quantité maximale journalière de matières premières végétales d'environ 7,7 – 8,9 t/jour en 2022 et d'environ 6,6 – 7,8 t en 2021 - une quantité maximale journalière de matières premières animales d'environ 3,9 – 5 t/jour en 2022 et d'environ 3,5 – 4,7 t en 2021.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Produits chimiques – Disponibilité de la Fiche de données sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 35
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Prescription contrôlée : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises conformément aux articles 31 et 32 et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : L'exploitant informe l'inspection que l'équipe spécialisée de nettoyage est formée, notamment sur les équipements de protection individuelle (EPI), les pictogrammes de danger, les incompatibilités des produits dangereux, les techniques de dilution : le responsable Hygiène du site est le référent, il forme des formateurs en interne qui démultiplie la formation auprès des salariés.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Produits chimiques – Identifiant Unique de Formulation (UFI)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II
Thème(s) : Produits chimiques, .
Prescription contrôlée : 1.1. Identificateur de produit (...) Autres moyens d'identification (...) Lorsqu'un mélange dispose d'un identifiant unique de formulation (UFI) conformément à l'annexe VIII, partie A, section 5, du règlement (CE) n° 1272/2008 et que l'UFI est indiqué sur la fiche de données de sécurité, ce dernier doit figurer à la présente sous-rubrique.
Constats : La FDS contrôlée par sondage du produit FOAM CL-650 ne fait pas figurer le numéro UFI du produit en section 1.1.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Produits chimiques – FDS en français

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.5
Thème(s) : Risques chroniques, Accès des travailleurs aux informations
Prescription contrôlée : La fiche de données de sécurité est fournie dans une langue officielle de l'(des) État(s) membre(s) dans lesquels la substance ou la préparation est mise sur le marché, à moins que le ou les États membres concernés en disposent autrement.
Constats : La fiche de données de sécurité (FDS) contrôlée par sondage (FOAM CL-650) est bien en français.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Produits chimiques – Etiquetage

Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : Art.17 Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs. b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage. c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19. e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20. f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21. g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22. Art.17c Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants: c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18; Pour une substance : a) si la substance figure à l'annexe VI, partie 3, un nom et un numéro d'identification tels qu'ils figurent dans cette annexe; b) si la substance ne figure pas à l'annexe VI, partie 3, mais figure dans l'inventaire des classifications et des étiquetages, un nom et un numéro d'identification tels qu'ils figurent dans cet inventaire; c) si la substance ne figure ni à l'annexe VI, partie 3, ni dans l'inventaire des classifications et des étiquetages, le numéro fourni par le CAS (ci-après dénommé «numéro CAS»), accompagné du nom figurant dans la nomenclature fournie par l'UICPA (ci-après dénommée «nomenclature UICPA»), ou le numéro CAS accompagné d'autres noms chimiques internationaux; ou d) si le numéro CAS n'est pas disponible, le nom figurant dans la nomenclature UICPA ou d'autres noms chimiques internationaux. Pour un mélange : a) le nom commercial ou la désignation du mélange; b) l'identité de toutes les substances contenues dans le mélange qui contribuent à la classification du mélange au regard de la toxicité aiguë, des effets corrosifs pour la peau ou des lésions oculaires graves, de la mutagénicité sur les cellules germinales, de la cancérogénicité, de la toxicité pour la reproduction, de la sensibilisation respiratoire ou cutanée, de la toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) ou du danger en cas d'aspiration. Lorsque, dans le cas visé au point b), cette exigence entraîne la communication de plusieurs noms chimiques, un maximum de quatre noms chimiques suffit, sauf s'il en faut plus de quatre pour montrer la nature et la gravité des dangers. Les noms chimiques sélectionnés permettent d'identifier les substances essentiellement responsables des principaux dangers pour la santé qui sont à l'origine de la classification et du choix des mentions de danger correspondantes
Constats : Contrôlé par sondage sur la FDS du produit FOAM CL-650 La visite sur site a permis de constater que les bidons et conteneurs de FOAM CL-650 stockés dans le local des produits d'entretien comportent des étiquettes conformes à la FDS, concernant le nom du fournisseur (KERSIA, ex HYPRED), le nom du produit, les pictogrammes de danger et les mentions de danger. L'exploitant précise que le produit est livré en IBC puis transvasé dans des bidons en interne, ces bidons étant achetés chez le fournisseur de produit.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits chimiques – Respect FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Risques chroniques, .
Prescription contrôlée : 5. Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes: a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises; b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique; c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.
Constats : Contrôlé par sondage sur la FDS du produit FOAM CL-650 La visite sur site dans le local des produits d'entretien a permis de constater le respect des recommandations précisées dans la FDS, concernant la dispersion accidentelle (section 6 de la FDS), concernant les conditions de manipulation et de stockage (section 7 de la FDS), les incompatibilités (section 10.5 de la FDS). A noter notamment : - les acides sont stockés séparément avec une rétention spécifique, - le fournisseur Kersia réalise un audit régulier des conditions de stockage, - le local est équipé d'une barrière amovible laissée en permanence, formant rétention. De plus, l'exploitant indique utiliser le FOAM CL-650 pour le nettoyage de ses lignes de production, conformément à l'utilisation définie à la section 1.2 de la FDS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention de la pollution accidentelle

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/12/2004, article 1erAlinéa 17.1
Thème(s) : Risques accidentels, .
Prescription contrôlée : L'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires, notamment par aménagement des sols, collecteurs, des bassins tampons de collecte et de refoulement, des canalisations, des pompes de reprises, etc. pour qu'il ne puisse y avoir, même accidentellement, déversement direct ou indirect de matières toxiques ou polluantes dans le milieu naturel ou dans le réseau d'assainissement public. Ainsi, le bassin de collecte des eaux pluviales devra être équipé d'une vanne (ou dispositif) à fermeture rapide, permettant de retenir les eaux en cas d'accident d'incendie.
Constats : Lors de l'inspection inopinée menée en 2022, il avait été constaté que la vanne de fermeture du bassin non étanche récupérant les eaux pluviales de voiries autour du bâtiment MD1 n'était pas accessible (escalier encombré de végétation). La visite sur site de 2023 a permis de constater l'accessibilité de cette vanne par l'escalier en place et la présence d'une vanne en T. L'inspection invite l'exploitant à indiquer le sens de fermeture de cette vanne par une signalisation adaptée. De plus, lors de l'inspection inopinée menée en 2022, il avait également été constaté qu'une grande partie des eaux pluviales susceptibles d'être polluées étaient dirigées vers des bassins d'orage non étanches. Il avait alors été demandé à l'exploitant d'engager une réflexion pour améliorer le confinement des eaux. L'exploitant a informé l'inspection lors de la visite de 2023 qu'il a eu des échanges avec le SDIS et la collectivité : - Concernant la zone MD1, l'étanchéification du bassin étant coûteux (environ 70 000€), l'exploitant prévoit d'installer une pompe permettant de renvoyer les eaux récupérées dans le bassin non étanche vers une ancienne lagune équipée d'une géomembrane.

- Concernant la zone MD2, l'exploitant indique que compte-tenu de la topographie du site et de la place disponible sur site, il ne peut pas envoyer ses eaux dans un autre bassin que le bassin communal. L'exploitant indique avoir fixé avec Dinan Agglomération les modalités d'intervention en cas d'incident pour fermer la vanne et procéder à des analyses d'eau. La procédure établie suite à cet échange a été visualisée lors de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Ammoniac – Détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article annexe I Alinéa 4.3.1. Point 2

Thème(s) : Risques accidentels, .

Prescription contrôlée :

2. Prescriptions spécifiques à l'emploi de l'ammoniac (installations de réfrigération)

Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé des personnes sont munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à informer rapidement le personnel de tout incident. L'implantation des détecteurs résulte d'une étude préalable. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Des détecteurs de gaz sont mis en place dans les zones susceptibles d'être impactées par la fuite d'ammoniac, notamment les salles des machines, ainsi que les locaux et galeries techniques.

Les parties de l'installation visées au point 4.1 sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

L'exploitant fixe au minimum les deux seuils de sécurité suivants :

- le franchissement du premier seuil (soit 500 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 2 000 ppm dans le cas contraire) entraînant le déclenchement d'une alarme sonore ou lumineuse et la mise en service de la ventilation additionnelle, conformément aux normes en vigueur ;

- le franchissement du deuxième seuil (soit 1 000 ppm dans les endroits où le personnel d'exploitation est toujours présent, soit 4 000 ppm dans le cas contraire) entraîne, en plus des dispositions précédentes, la mise en sécurité des installations, une alarme audible en tous points de l'établissement et, le cas échéant, une transmission à distance vers une personne techniquement compétente.

Constats :

Le froid utilisé au bâtiment MD2 est généré par des fluides frigorigènes fluorés.

L'ammoniac n'est utilisé que pour les installations MD1 : 1 tour de surgélation (pour la ligne muffin/tarte), 2 cellules froid (pour la ligne entremets), 1 zone de froid négatif.

L'ammoniac n'est présent que dans la salle des machines.

Un document établi par le prestataire Axima Réfrigération a été présenté à l'inspection listant les différents détecteurs NH3 par zone.

La visite sur site a permis de visualiser 2 « détecteurs d'ambiance » NH3 dans la salle des machines NH3, l'un au-dessus des compresseurs et l'autre au-dessus de la bouteille basse pression (BP).

L'inspection a constaté au niveau de la centrale de détection NH3 le calibrage des 2 seuils de détection NH3 à 500 ppm et 1 000 ppm ainsi que la gamme des détecteurs installés (0-5 000 ppm pour le détecteur au niveau de la bouteille BP et 0-1 000 ppm pour le détecteur au niveau des compresseurs).

Un test de déclenchement du 1er seuil NH3 a été réalisé sur site, à partir d'une bouteille étalon, au niveau du détecteur situé au-dessus des compresseurs : le test a été concluant ; il a permis de déclencher l'alarme sonore et visuelle et la mise en route des extracteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Ammoniac – capacités accumulatrices

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 19/11/2009, article annexe IAlinéa 4.8
Thème(s) : Risques accidentels, .
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les capacités accumulatrices (« récipients » basse pression, moyenne pression, haute pression) possèdent un indicateur de niveau de liquide.</p> <p>Plusieurs capacités réunies par des tuyauteries peuvent être isolées les unes des autres au moyen de vannes manuelles, ouvertes en fonctionnement normal (à l'exception des vannes isolant des capacités usuellement inutilisées), facilement accessibles en toutes circonstances ou par des vannes automatiques pilotées par un ou plusieurs paramètres de l'installation ou actionnées par des "coups de poing" judicieusement placés. À tout moment, la position des vannes est connue.</p> <p>Chaque capacité accumulatrice est équipée en permanence de deux dispositifs limiteurs de pression au moins, reliés par un dispositif/robinet inverseur et ayant une pression de tarage au plus égale à la pression maximale admissible. Ces dispositifs sont conçus de manière que la pression ne dépasse pas de façon permanente la pression maximale admissible. Une surpression de courte durée est cependant admise et est limitée à 10 % de la pression maximale admissible.</p> <p>Les échappements des dispositifs limiteurs de pression peuvent être captés et reliés, sans possibilités d'obstruction accidentelle ou de limitation de débit, à un dispositif destiné à recueillir ou à neutraliser l'ammoniac.</p> <p>(...)</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite sur site a permis de constater que :</p> <ul style="list-style-type: none">- les bouteilles dans la salle des machines NH3 comprennent un indicateur de niveau de liquide et un niveau haut de sécurité.- une vanne d'isolement (référéncée n°511) est présente entre la bouteille MP et BP, avec indication de son sens de fermeture.
Type de suites proposées : Sans suite